Panama Papers : Zuma et Nkurunziza accusés d'enrichissement illicite

Deutsche Welle,Â 17.10.2017 Les derniÃ¨res rÃ©vÃ©lations des Panama Papers incriminent Ã©galement les prÃ©sidents sud africain et burundais. Selon les enquÃªteurs, ils seraient impliquÃ©s dans de vastes scandales Ã©conomico-politiques.[PhotoÂ : Jacob Zuma et Pierre Nkurunziza, les prÃ©sidents sud-africain et burundais citÃ©s dans le pillage des ressources de leurs pays.]

Pour le cas de l'Afrique du Sud, leÂ rapportÂ "The Plunder route to Panama" est revenuÂ surÂ le vaste scandale Ã©conomico-politique dans lequel est engluÃ©e depuis plusieurs annÃ©es la familleÂ Gupta. Cette richissime fratrie dâ€™origine indienne, d incriminÃ©e dans plusieurs affaires de malversations financiÃ¨res, est rÃ©putÃ©e procheÂ de Jacob Zuma. Â A la tÃªte d'un vÃ©ritable empire industriel, la fratrie Gupta est soupÃ§onnÃ©e d'avoir orchestrÃ© de nombreuses nominations de membres du gouvernement.Â "Il y avait un ancien Vice-ministre des Finances (Mcebisi Jonas, NDLR)Â qui disait clairement qu'il Ã©tait convoquÃ© chez les Guptas dans leur luxueuse villa ici Ã Johannesburg. Et on lui a proposÃ© des centaines de millions de rand, pour accepter d'Ãªtre ministre des Finances. Jacob Zuma Ã©tait apparemment dans une autre piÃ¨ce dans la mÃªme maison. Ce sont les contribuables sud-africains qui donc payent pour certains scandales", aÂ expliquÃ© Ã la Deutsche Welle,Â Liesl Louw-Vaudran, experteÂ Ã l'Institut d'Ã©tudes sur la sÃ©curitÃ© Ã Pretoria, en Afrique du sud. Selon diverses informations, le business de cette famille sâ€™est Ã©tendu Ã plusieurs secteurs clÃ©s de lâ€™Ã©conomie sud-africa lâ€™industrie miniÃ¨re, lâ€™immobilier, lâ€™aviation, le Â tourisme et, mÃªme dans le secteur des mÃ©dias, puisquâ€™en 20 leur propre quotidien,Â TheÂ New Age, la chaÃ®ne dâ€™informationÂ ANN7. Selon Liesl Louw-Vaudran, "la famille Gupta est arrivÃ©e en Afrique du sud en 1993 et petit Ã petit, elle s'est accaparÃ©e le contrÃ´le de beaucoup de sociÃ©tÃ©s, de mÃ©dia se sont rapprochÃ©s du prÃ©sident Jacob Zuma, son fils, son neveu. Il y a de plus en plus de preuves qui prouvent que sont des contribuables sud-africains qui payent pour certains scandales.Â Par exemple, derniÃ¨rement, il est apparu que les trois responsables de la compagnie publique d'Ã©lectricitÃ© Eskom Ã©taient liÃ©s aux Guptas et qu'ils ont crÃ©Ã© une soc de toutes piÃ¨ces, sans contrat. Et Eskom leur a donnÃ© un contrat de 45 millions de dollars." Le document de Panama Papers estime Ã 5 milliards de rands, soit 289 millions dâ€™euros par an, les retombÃ©es financiÃ¨res du business de cette famille, dont le quartier gÃ©nÃ©ral se situerait au 7 Saxonwold Drive, un des quartiers les plus huppÃ©s de la capitale Ã©conomique sud-africaine, Johannesburg. Pierre Nkurunziza lui aussiÂ Ã©pinglÃ© Les enquÃªteurs ont aussi citÃ© le prÃ©s burundais, Pierre Nkurunziza, qui aurait profitÃ© de la crise politique dans son pays pourÂ s'enrichir de maniÃ¨re illicite. Selon Jean-Claude Mputu, chercheur congolais en matiÃ¨re de gouvernance et dÃ©mocratie,Â "le groupe de journalistes africains a dÃ©couvert Ã propos du Burundi que Pierre Nkurunziza dÃ©tient une part de l'argent dÃ©tournÃ©. On parle notamment de collusion avec une sociÃ©tÃ© d'hydrocarbure, dont lui-mÃªme est actionnaire et qui est dÃ©tenteur de plusieurs centaines de millions de dollars sur des comptes Ã l'Ã©tranger. Nos dirigeants nous ont habituÃ©s Ã des discours. DÃ¨s qu'ils sont attaquÃ©s, ils disent qu'il s'agit de nÃ©o-colonialisme et de nÃ©o-impÃ©rialisme. Panama Papers montre que dans plusieurs pays, ce sont les dirigeants africains qui pillent le continent. MÃªme s'ils le font en complicitÃ© avec les multinationales." Ces rÃ©vÃ©lations des Panama Papers concernant le Burundi font froid dans le dos quand on sait l'Ã©tat de paupÃ©risation que subissent les Burundais. Surtout depuis que l'Union europÃ©enne a suspendu, en 2015, son aide directe aux autoritÃ©s burundaises. Joint Ã Bujumbura par la Deutsche Welle,Â le porte-parole de Pierre Nkurunziza a dÃ©clarÃ© que la prÃ©sidence burundaise nâ€™a jamais pris connaissance de ce document. "Nous rÃ©agirons au dit rapport mercredi aprÃ¨s avoir consultÃ© le principal incriminÃ©, le prÃ©sident Pierre Nkurunziza", a conclu Jean-Claude Karerwa Ndenzako.

Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});